



Une communauté huichol refuse la route de l'« éco-tourisme »

Denis Lemaistre



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/jsa/10806>
DOI : 10.4000/jsa.10806
ISSN : 1957-7842

Éditeur

Société des américanistes

Édition imprimée

Date de publication : 23 juillet 2009
Pagination : 207-211
ISSN : 0037-9174

Référence électronique

Denis Lemaistre, « Une communauté huichol refuse la route de l'« éco-tourisme » », *Journal de la Société des américanistes* [En ligne], 95-1 | 2009, mis en ligne le 10 juillet 2009, consulté le 04 septembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/jsa/10806> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jsa.10806>

CHRONIQUE DU GROUPE D'INFORMATION SUR LES AMÉRINDIENS

MEXIQUE

UNE COMMUNAUTÉ HUICHOL REFUSE LA ROUTE DE L'« ÉCO-TOURISME »

Ce n'est certainement pas un événement considérable si l'on pense aux problèmes beaucoup plus graves qui assaillent les peuples amazoniens cernés par les installations pétrolières ou les chercheurs d'or. C'est sans doute parce que les investissements y étaient bien moindres que la communauté a finalement été entendue et même écoutée : le projet semble enterré.

Ce conflit apparemment très local pourrait évoquer un Clochemerle mexicain s'il n'avait mobilisé tous les échelons du pouvoir, depuis les instances communautaires jusqu'au gouvernement fédéral en passant par les *municipios* de tutelle ainsi que le pouvoir de l'État de Jalisco. Les médias mexicains – journaux locaux (généralement anti-huichol) et nationaux (souvent pro) –, de nombreux sites internet (que les communautés maîtrisent dorénavant avec dextérité), ainsi que des ONG nationales et étrangères, ont donné un ample écho à ces faits.

L'issue, (provisoirement ?) favorable à la communauté, de ce conflit est peut-être porteuse d'avenir : il ne serait donc pas totalement absurde de refuser ce signe si ostentatoire de civilisation (et de colonisation) qu'est la route, ni d'avoir fermement rappelé à l'État qu'il a, voici une quinzaine d'années, signé des accords ayant trait aux droits des « peuples premiers » et que ceux-ci entendent qu'ils soient appliqués.

La communauté de Tuapuri (Santa Catarina), l'une des trois communautés montagnardes centrales, a donc refusé la construction d'un tronçon de dix-neuf kilomètres qui devait traverser ses terres. Les gens de Tuapuri ne sont pas

particulièrement des conservateurs acharnés. Les jeunes, et même les moins jeunes, qui portent volontiers des tennis plutôt que des sandales, ont créé des groupes musicaux style *ranchero* qui réunissent hommes et femmes (celles-ci presque invisibles derrière leurs contrebasses). Il est fréquent que les jeunes artistes montrent leur production de *tablas* (tableaux en fils de couleur collés sur de la cire de Campeche) sur leur téléphone portable. De plus, les gens de Tuapuri sont parfois traités de « snobs » par les habitants de Tatei Kie (San Andrés) et je me rappelle qu'un *mara'akame* de cette communauté me disait : « Ce sont de mauvaises gens ! Ils parlent tous espagnol ! ».

Le projet, financé par le gouvernement fédéral, l'État de Jalisco et les pouvoirs municipaux concernés, consistait à relier directement la petite ville de Huejuquilla à celle de Bolaños, faisant gagner aux transports motorisés plusieurs heures sur l'ancien tracé. Au second degré, ce projet s'insère dans un plan de développement de l'« éco-tourisme » : « Le ministère fédéral du Tourisme investira 30 millions de pesos dans le tourisme de notre État » (Jalisco) « en promouvant les routes touristiques... notamment la route *wixarika* (huichol) »¹. L'idée, selon les précisions données par le ministre du tourisme de l'État, Aurelio López Rocha, est de « copier les routes culturelles en Espagne » et son administration de proclamer la pureté de ses intentions : en effet elle « assure que cette route ne sera pas une menace pour les peuples indigènes, nous respecterons leurs aspects culturels » (formulation pour le moins floue) « ... qui en sont les principales attractions » (*sic*), « ... et si nous voulons investir dans cette zone c'est parce que ce n'est pas éthique », « que la région nord soit oubliée car en fait c'est la première zone exportatrice de migrants ; le tourisme peut être une alternative économique sans abandon de l'agriculture ». « Pour le moment c'est un projet à long terme parce qu'il s'agit d'un espace d'accès difficile, mais nous restons confiants : dans deux ans la route Bolaños-Huejuquilla sera terminée ». L'objectif, est-il franchement affirmé plus loin, est d'« amener le plus possible de touristes à travers un parcours routier montagnard privilégiant nature et culture »².

La suite a montré qu'il n'en fut rien.

Que s'est-il donc passé avec la communauté de Tuapuri en colère contre tant d'institutions réunies ?

En septembre 2007, le représentant du ministère du Développement urbain et celui de la Commission pour le développement des peuples indigènes (CDI) (on ne peut que s'étonner de cette association entre le « développement urbain » et celui des « peuples indigènes ») proposent le projet aux « représentants » huichol dans la *ranchería* de Las Latas (ce n'est donc pas le siège central des autorités communautaires qui, lui, est à Tuapuri même). Il n'y a en revanche aucun représentant du ministère de l'Environnement. L'accord est promptement obtenu. Il est mentionné que les 486 *comuneros* présents ont voté pour la route. Unanimité qui s'explique par la tradition locale qui privilégie le consensus plutôt que le vote individualisé. Or l'acceptation du projet comporte deux illégalités

majeures : la première – et non la moindre – est que l'accord a été signé uniquement, du côté huichol, par le Commissariat des biens communaux. Or cette instance (créée par la Constitution « révolutionnaire » de 1917) est largement contrôlée par les autorités métisses de tutelle (c'est-à-dire les *municipios*), qui sont donc en l'affaire juges et parties. Pour être juridiquement valable, l'accord aurait dû être signé par le *tatuwani* (gouverneur communautaire), représentant suprême du pouvoir traditionnel et voix des *kawiterutsixi* (Conseil des anciens). La seconde irrégularité, nous l'avons mentionnée, est l'absence d'un représentant du ministère de l'Environnement.

Dès lors, le mouvement d'opposition s'amplifie rapidement dans la communauté. La colère des gens est en proportion directe de l'ignorance – ou du mépris – des autorités métisses envers le droit coutumier autochtone. Le Mexique est cependant l'un des rares pays (vingt) à avoir signé en 1990 la Convention 169 de l'OIT à Genève, affirmant que les « peuples indigènes et tribaux » (et non plus les « populations » ou « minorités ») exercent un droit coutumier dont il convient de tenir compte. Tirant parti de ce contexte, l'assemblée générale légale (c'est-à-dire présidée par les autorités traditionnelles) refuse net, le 10 novembre 2007, le projet des dix-neuf kilomètres, mettant en avant des arguments écologiques (il n'y a pas eu d'étude environnementale globale et le ministère du Développement urbain n'a pas attendu pour couper des centaines d'arbres) et géopolitiques (la route va scinder la communauté en deux). Par ailleurs, l'assemblée dénonce la présence policière et militaire (« le projet attente gravement à la culture par la présence d'éléments de sécurité qui méconnaissent les us et coutumes de nos centres cérémoniels »³) et la stratégie occulte des investisseurs (le projet « attente à l'autosuffisance et à l'autonomie de notre peuple par les facilités qu'il va donner aux commerçants extérieurs, à des programmes gouvernementaux liés aux projets d'entreprises nationales et étrangères dont l'ambition est de s'emparer des ressources naturelles et d'exploiter les gens »⁴). En conclusion, la communauté huichol propose des mesures concrètes comme le renforcement des routes déjà existantes et des ponts (très vulnérables en saison des pluies), mais surtout rappelle au gouvernement fédéral ses engagements nationaux et internationaux : « nous insistons sur le fait qu'ont été violés les accords de San Andrés qui sont la loi suprême de notre peuple ainsi que la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail ». La communauté affirme clairement ici sa fidélité à l'accord signé en 1996 entre le gouvernement du président Zedillo et l'« armée zapatiste de libération nationale » (EZLN) qui établissait les droits agraires et l'auto-gouvernement des communautés indigènes. En 2006, la communauté voisine de Wautüa (San Sebastián) avait reçu le sous-commandant Marcos et, désormais donc, Tuapuri adhère à son tour à certaines thèses du mouvement zapatiste. En revanche, la troisième communauté centrale, Tatei Kie (San Andrés), est pro-gouvernementale et travaille, depuis plusieurs années, à un projet « éco-touristique ».

À partir de ce moment, les autorités communautaires décident un *sit-in* de plusieurs centaines de personnes pour bloquer la construction du tronçon. Il va résister des mois aux intimidations et à la campagne locale de désinformation. Un an plus tard, qu'en est-il ? Le gouvernement fédéral semble avoir convaincu les pouvoirs locaux de ne pas user de la force avec ces « emblématiques » Huichol⁵ qui jouissent de forts appuis nationaux et internationaux et, par conséquent, de renoncer à la construction du tronçon. Cependant, le prix à payer a été lourd : le secrétariat à l'Éducation publique (SEP) a destitué Xaureme Jesus Candelario Cosío de son titre de « superviseur de l'éducation indigène de la zone 6 ». Cet instituteur, par ailleurs représentant des communautés huichol auprès de l'ONU à Genève, a été en effet l'un des porte-parole du mouvement. D'autres aussi ont été menacés par les policiers municipaux et étatiques.

Les folliculaires locaux n'ont pas été en reste en termes de manipulation et de désinformation. Leur registre est varié : rappel larmoyant de l'humanisme du projet (photo représentant des enfants huichol, accompagnée de cette légende : « à cause de l'attitude de quelques leaders huichol on gâche le futur des générations à venir ») et dévaluation des opposants : il s'agirait de « pseudo leaders aux intérêts obscurs qui veulent négocier des indemnisations pour se garder une partie de l'argent, comme nous savons qu'ils l'ont toujours fait », ainsi parle le maire de la ville de Huejuquilla⁶. Enfin, pires que les ennemis, les traîtres ! L'ONG AJAGI (Asociación Jalisciense de Apoyo a los Grupos Indígenas) est abondamment servie : « Carlos Chávez et Humberto Fernández sont des profiteurs qui exploitent les indigènes » et, un peu plus loin et pour comble de civilité, le journal les gratifie de ce terme bien connu dans toutes les campagnes mexicaines : « *esos cabrones* »⁷.

AJAGI est née voici une quinzaine d'années. Il n'est pas exagéré d'affirmer qu'elle a plus obtenu en quinze ans – notamment pour la récupération de certaines terres huichol en litige depuis des décennies – que l'Institut national indigéniste (aujourd'hui CDI qui, par ailleurs, collabore avec AJAGI) en un demi-siècle. Son président fondateur, Carlos Chávez, pratiquant fidèle de la culture wixarika, a déjà été menacé par lettres anonymes et il s'en est fallu de peu que l'un de ses enfants n'ait été victime d'un enlèvement. Depuis, il assiste la communauté de Tuapuri dans toutes ses luttes pour sa terre, le respect de la *costumbre* et la formation des gens, notamment les femmes. Il est aussi ami du sous-commandant Marcos. On comprend encore mieux pourquoi les lobbies locaux et leurs journaux le traitent d'exploiteur et *cabrón*.

Il demeure, en cette affaire, qu'une fois de plus les trois communautés montagnardes huichol du Jalisco ne sont pas unies. Tandis que Wautüa a plutôt épaulé Tuapuri dans le front du refus, Tatei Kie approuvait la route (qui ne passe pas par ses terres). Cette dernière communauté, comme on l'a signalé, a accepté et mis en pratique depuis quelques années l'« éco-tourisme » proposé par les gouvernements libéraux au pouvoir depuis 2000. À Tatei Kie, il n'est pas question d'inviter

les zapatistes et d'aller contre ce qu'elle estime être ses intérêts (il y a déjà deux hôtels construits selon les canons architecturaux locaux) en marquant sa solidarité avec les deux autres communautés. L'avenir dira si cet « éco-tourisme », que les pouvoirs fédéraux, étatiques et municipaux veulent promouvoir à grande échelle avec de nouvelles routes, est une solution ou un écran de fumée pour les communautés indigènes.

NOTES

1. *Boletín de prensa del gobierno del Estado de Jalisco* del 7 de Febrero de 2008.
2. *Boletín de prensa del gobierno del Estado de Jalisco* del 7 de Febrero de 2008.
3. Procès verbal de l'Assemblée générale de la communauté de Tuapuri – Santa Catarina du 10 novembre 2007, point 9.
4. Procès verbal de l'Assemblée générale de la communauté de Tuapuri – Santa Catarina du 10 novembre 2007, point 5.
5. Jacques Galinier, 1999, « L'entendement mésoaméricain. Catégories et objet du monde », *L'Homme*, 151, pp. 101-121.
6. Les deux citations sont extraites de *Voz del Norte*, 158, février 2008.
7. *El Nuevo Noticiero*, 37, février 2008.

Denis LEMAISTRE
Docteur en ethnologie, Paris